



à propos... la lettre d'information de Bernard Poignant

Frontières

Bernard Poignant est maire de Quimper depuis mars 2008. Il préside également la communauté d'agglomération de Quimper et le Pays de Cornouaille. Son engagement européen l'a incité à intégrer le Mouvement Européen-France ; il a été désigné membre du bureau.

Il y aurait grand tort à ne pas s'intéresser à ce qui se passe en Europe centrale, précisément en Hongrie et en Slovaquie. C'est là que la bête immonde qui sommeille semble se réveiller. La tentation de Grande Hongrie refait surface pour rassembler dans un seul pays tous les magyars dispersés depuis le Traité de Trianon du 4 juin 1920. On trouve en effet des Hongrois en Serbie, en Roumanie, en Slovaquie, en Autriche, en Ukraine, en Croatie. Régulièrement l'envie de les réunir refait surface, cette fois à travers un parti d'extrême droite appelé "Jobbik". La surenchère est telle entre ce parti et la droite que le Parlement vient de voter une loi attribuant le passeport hongrois sans condition de résidence dès lors que les personnes ont des "ancêtres hongrois" et parlent leur langue. Les Slovaques ont réagi et la poussée nationaliste rejaillit dans ce pays pour leurs élections législatives fixées le 12 juin.

Dans le même temps, les Belges sont convoqués aux urnes le 13 juin. Et la bataille entre Flamands et Wallons repart de plus belle. Les premiers semblent nombreux à ne plus vouloir des seconds, surtout à ne plus vouloir se montrer solidaires avec eux. Certains des Wallons envisagent même un rattachement à la France. Comme si la Belgique, pays tampon créé entre France, Allemagne et Royaume-Uni, n'avait plus de raison d'être puisque ces trois Grands sont en paix les uns avec les autres.

Derrière ces deux crises de ce printemps, il y a une très ancienne question européenne : celle des frontières. Il n'y a pas si longtemps, elle s'est reposée dans l'éclatement de la Fédération Yougoslave. Comme elle s'est révélée à l'été 2008 entre la Russie et la Géorgie pour les deux territoires d'Ossétie et d'Abkhazie. Dans d'autres endroits du monde, elle se pose avec acuité et avec douleur, le conflit israélo-palestinien l'exprimant avec plus de force et d'inquiétude.

Depuis la fin du second conflit mondial, la naissance de l'Union Européenne, à partir des traités des années 50 et les élargissements successifs, un grand principe, plutôt non-dit, est à la base de cette construction historique : un pays ne touche plus aux frontières dès lors qu'il est devenu membre de l'Union. Il accepte les siennes et celles des autres telles qu'elles sont. Souvent elles s'arrêtent là où les armes ont cessé de combattre et elles restent comme des plaies de l'histoire, pas toujours bien cicatrisées. Preuve en est aujourd'hui.



Depuis lors, il n'y a pas eu de réelle exception : le Groenland s'est détaché du Danemark et les départements algériens ont conquis leur indépendance pour devenir un pays. Personne ne songe à mettre ces évolutions sur le compte d'une modification des frontières territoriales. Les deux Allemagnes se sont unifiées en 1990 mais il n'y a pas eu besoin de traité, car l'hypothèse avait été prévue dès les premiers traités. Quant à la Tchécoslovaquie, elle s'est pacifiquement scindée en deux états, mais bien avant de rejoindre l'Union Européenne au 1er mai 2004.

Il a même fallu de longues années de discussion pour que la Croatie et la Slovénie règlent une question de limite territoriale. Sans cela le premier n'aurait pu adhérer à l'Union. Le référendum slovène du 6 juin a tranché la question.

Inversement, on voit la difficulté que pose la partition de Chypre dans les négociations d'adhésion avec la Turquie. Il aurait mieux valu ne pas ouvrir ces négociations tant que ce problème n'était pas réglé.

Imaginons une autre position : chaque pays voulant retrouver des territoires qu'il a déjà possédés ou dans lesquels les habitants parlent sa langue. On n'en finirait pas et on reviendrait loin en arrière. L'originalité de l'Union Européenne est qu'elle permet à tous de se retrouver sans guérites de douaniers ni de barrières qui se lèvent pour laisser passer les véhicules.

Peu importe à nos amis Hongrois s'ils se retrouvent dans des états voisins. L'Europe les unit, ne les sépare pas. À quoi bon diviser la Belgique puisque de toute façon l'Europe les réunit.

La frontière qui enferme porte en elle le nationalisme qui agresse. Et n'oublions jamais cette leçon de François Mitterrand au Parlement Européen. Il terminait son double septennat. C'était au tour de la France de présider l'Union Européenne. Il appartenait aux derniers acteurs et témoins de la seconde guerre mondiale. Il délivra ce jour-là aux parlementaires et à travers eux, à tous les citoyens, ce simple message : "Le nationalisme, c'est la guerre !".